



Déclaration préalable intersyndicale

(CGT Educ'Action, FNEC-FP-FO, FSU, SGEN-CFDT, Unsa Education)

Nous sommes réunis aujourd'hui pour aborder la préparation de la rentrée 2021.
Cette rentrée, ne sera pas une rentrée ordinaire.

Depuis l'an dernier, les élèves subissent les conséquences de la crise sanitaire.
Les inégalités scolaires se sont creusées par l'enseignement à distance.
De nombreux élèves n'ont pas retrouvé une scolarisation normale malgré les efforts d'adaptation de l'ensemble de la communauté éducative.

Le fonctionnement hybride présentiel-distanciel, vécu par beaucoup de lycéens depuis novembre, ainsi que la scolarisation en alternance de certains collégiens depuis plusieurs semaines constituent des conditions dégradées autant pour les élèves que pour leurs enseignants.

Nous avons alerté dès juin dernier et nous réitérons aujourd'hui cette alerte : les besoins éducatifs se sont accrus, un recrutement massif de personnels est plus que jamais nécessaire pour une meilleure prise en charge des élèves en ces circonstances si difficiles.

Malgré cette alerte et ces besoins réels, les moyens nécessaires non seulement pour assurer la continuité pédagogique des formations actuelles mais aussi pour la prise en charge spécifique des élèves les plus impactés par le contexte sanitaire ne sont pas au rendez-vous.

Ainsi, le projet sur lequel nous allons débattre pour préparer la rentrée 2021 dans le Lot fait apparaître une baisse de moyens équivalente à 14 ETP.

Les dotations aux établissements font apparaître une diminution des Heures Postes, au profit d'un volume d'Heures supplémentaires en très forte augmentation.

La baisse des moyens se traduirait par la nécessité d'arbitrer localement et de faire des choix qui impacteront l'offre de formation proposée aux élèves : des EDS de lycée qui ne pourront plus être assurés ; des options et des dédoublements qui disparaissent en collège comme en lycée ; des regroupements de sections en BTS et en lycée professionnels qui pénaliseront les élèves les plus fragiles...

Comme nos collègues, nous n'acceptons pas cela !

La gestion de cette baisse de moyens se traduit par des mesures de carte scolaire qui auront un impact humain et professionnel considérable dans un département comme le Lot.

Pour certains postes supprimés, plus de la moitié du service reste à assurer.

Pour les organisations syndicales ici présentes, nous ne pouvons pas accepter cette situation.

Un effort budgétaire national ne doit pas s'arrêter au seul secteur économique : l'éducation, enjeu majeur de notre nation a besoin, elle aussi, de moyens financiers extraordinaires, tant les répercussions socio-économiques impactent nos élèves à court et à long terme.

Nous abordons cette instance dans une volonté de dialogue, dans l'intérêt conjoint de tous nos élèves et des personnels qui en ont la charge.